

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



07 janvier 2019

2019 : Acte 8, puis 9...

Tous ensemble, ça ne faiblit pas !

Si Macron espérait que, les fêtes aidant, la mobilisation des Gilets jaunes allait cesser en janvier, c'est raté ! Des dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés samedi et, pour que le gouvernement ne croit pas à une dernière flambée des feux de la colère, dimanche, ça a été le tour des « femmes Gilet jaune », les hommes étant bien entendu conviés.

On est loin des mois de palabres inutiles que Macron s'apprête à lancer avec son « grand débat » (dont seraient exclues ... les principales revendications des GJ). Non, « le débat national, il est dans la rue », comme le scandent les manifestants. Tout le monde sait ce que veulent les Gilets jaunes et, derrière eux, l'immense majorité de la population qui les soutient : en finir avec la galère pour ceux qui travaillent dur et ne s'en sortent pas, en finir avec le mépris pour ceux qui font tout et n'ont pas grand-chose

La répression ne fera pas taire la colère !

Arrestations, matraques, tirs de flash-balls ou encore canons à eau, flics et gendarmes ont intensifié la répression. Les juges ne sont pas en reste : près de 5 000 gardes à vues, qui ont donné lieu à 3 747 condamnations. Une « foule haineuse » ? Difficile à croire, en témoigne l'exemple de cette femme, Gilet jaune de la Drôme, condamnée à trois mois de prison ferme et trois ans d'interdiction de manifester pour avoir... secouru un manifestant ceinturé par un policier !

En intensifiant la répression pour que le mouvement faiblisse le gouvernement ne montre que sa peur. Mais rien n'y fait et les Gilets jaunes continuent.

Décidément, ils n'ont rien compris !

Avec le décret du 30 décembre ce n'est pas de lutte contre chômage qu'il s'agit mais de lutte contre les chômeurs : en cas d'absence à un rendez-vous, les chômeurs peuvent voir leurs droits non pas seulement suspendus (menace dont ils étaient déjà frappés), mais carrément supprimés pour une durée pouvant aller jusqu'à quatre mois ! À quoi s'ajoute la réforme des retraites à venir, dont tout le monde sait qu'elle est destinée à durcir les conditions d'accès et à réduire les pensions. Et en prime le maintien du blocage effectif des salaires par rapport à l'inflation, la hausse du prix du péage... Depuis ses débuts, le gouvernement, dans la droite ligne de ses prédécesseurs, nous fait les poches tout en inondant les grandes entreprises de cadeaux sous forme d'exonérations diverses – 20 milliards ont été versés aux grandes entreprises dans le cadre du CICE, qui s'ajoutent aux dizaines de milliards de tous les dispositifs cumulés depuis plus de trente ans.

Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, a parlé des Gilets Jaunes comme d'agitateurs « qui veulent renverser le gouvernement ». C'est vrai que des Gilets jaunes parlent de révolution ! De changement total de système nécessaire !

Salariés, chômeurs, retraités, nous sommes toutes et tous des Gilets jaunes !

Les Gilets jaunes ont exprimé à voix haute la colère ressentie par l'ensemble du monde du travail. Mais ce n'est pas seulement en tant que « citoyens pressurés » que nous avons toutes les raisons de nous révolter. Dans les entreprises, les salaires restent bloqués au plancher, les conditions de travail sont insupportables. Et toujours cette menace de licenciement... Les raisons de la colère ne manquent pas dans les hôpitaux, à la Poste, dans l'Éducation nationale, dans toutes les entreprises où il faudrait venir travailler quand ça chante au patron, week-ends compris. Il est grand temps que tous les travailleurs rejoignent les Gilets jaunes, et que de la rue et des ronds-points la lutte s'étende aussi dans les entreprises elles-mêmes, là où on touchera directement les patrons aux portefeuilles !

La leçon des Gilets jaunes ? Ne surtout pas avoir froid aux yeux, ne se laisser ni intimider par les rodomontades de Macron et de ses ministres, ni endormir par leurs promesses de « dialogue » de sourds.

Que 2019 soit l'année de la lutte du monde du travail... et des victoires !

En 2019 c'est charrette

Comme chaque année depuis...2007 maintenant la direction s'apprête à supprimer encore 1 900 postes supplémentaires qui s'ajoutent aux milliers d'autres déjà détruits. Le DEAC c'est le plan social permanent chez PSA d'autant plus avec le rachat d'Opel et la restructuration qui s'annonce en particulier en R&D. Au final ce sont toujours les salariés qui en font les frais. Leurs intérêts sont diamétralement opposés à ceux de la direction et ils doivent s'opposer à cette politique.

Du nouveau chez Ghosn and Co

Du nouveau dans le scandale Ghosn : une holding commune à Renault et à Nissan installée aux Pays-Bas depuis 2002 versait des bonus annuels supplémentaires de plusieurs millions d'euros à Carlos Ghosn. Personne n'a rien trouvé à redire.

Il faut dire que la personne chargée de vérifier les rémunérations dans la direction de Renault est Ladreit de Lacharrière, le grand ami de Fillon qui a fourni un emploi fictif à Pénélope !

Livret A : quand on pique sur votre épargne

Le taux de rémunération du livret A a été fixé à 0,75 % par le gouvernement pour 2018 et 2019.

Pour 2018, ce taux est largement inférieur à l'inflation : en novembre, l'Insee faisait état d'une hausse des prix de 1,9 % sur les douze derniers mois.

Le livret A, dit épargne populaire, n'a jamais rapporté grand-chose : juste une façon de mettre un peu de côté pour les dépenses exceptionnelles ou coups durs. Mais maintenant on vous pique dedans.

Soyez riches, il n'y a plus d'ISF, tout ira bien !

Mobilisations... à taille européenne

La France n'est pas le seul pays d'Europe où la politique des gouvernements européens est mise en cause dans la rue.

En Hongrie, fort de sa réélection triomphale en mai dernier, le Premier ministre Victor Orban a cru pouvoir faire passer sans problème une loi qualifiée d'« esclavagiste » puisqu'elle autorise les patrons à imposer jusqu'à 400 heures supplémentaires... payables jusqu'à 3 ans après ! Les Hongrois manifestent aussi contre la mise en place d'une justice spéciale, à la botte du gouvernement, pour traiter les affaires de corruption, de droit d'asile et de marchés publics.

En Serbie, c'est l'autoritarisme du gouvernement d'Aleksandar Vucic qui est la cible de milliers de personnes depuis cinq samedis déjà. À coups de sifflets et de klaxons, la mobilisation dénonce une agression contre un opposant dont se serait rendue

coupable le parti du président, mais aussi le musellement des médias via leur rachat par des proches du pouvoir. Ils étaient 25 000 le 29 décembre et on a même vu des gilets jaunes dans la manif !

Comme quoi, une Europe des travailleurs est possible et se construira dans les rues !

Bésil : l'extrême droite à l'offensive

Jair Bolsonaro, ancien militaire nostalgique de la dictature issue du coup d'État de 1964, s'affichant raciste, sexiste et « antisocialiste », a été intronisé président ce 1^{er} janvier. Le nouveau gouvernement compte un tiers de militaires. Il veut renforcer la politique réactionnaire menée depuis deux ans par son prédécesseur Temer, mais déjà amorcée par Dilma Rousseff et Lula, en particulier sur les retraites. Mais ce nouvel « homme fort » ne l'est pas tant que ça : son parti ne dispose que de 52 députés (sur 513) et son gouvernement est déjà divisé sur plusieurs sujets.

Et surtout, les nombreux opposants à sa politique, qui ont manifesté massivement ces derniers temps, ont les moyens de le faire reculer.

Les Kurdes, trumpés par les États-Unis

Trump a annoncé le retrait des troupes américaines de Syrie. Ce faisant, il expose les Kurdes de Syrie à une intervention sanglante de l'armée turque. Le président américain répond ainsi à une des demandes de son allié turc. Pourtant, les États-Unis étaient très contents d'utiliser les Kurdes quand ceux-ci combattaient Daech. Cela montre, s'il en était besoin, que les peuples ne peuvent se reposer sur les bonnes paroles des grandes puissances, qui les utilisent puis les abandonnent quand ils n'en ont plus besoin !

Tunisie : huit ans après, la misère toujours là

Un journaliste au chômage, Abdel Razzak Zorghi, s'est immolé par le feu dans la nuit du 24 au 25 décembre à Kasserine. Dans une vidéo publiée 20 minutes avant, il déclarait : « *Pour les habitants de Kasserine qui n'ont pas de moyens de subsistance, aujourd'hui, je vais commencer une révolution* ». Des manifestations ont aussitôt eu lieu.

Il y a huit ans, l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, vendeur ambulancier, avait été le point de départ d'une révolte populaire qui avait provoqué la chute du dictateur Ben Ali.

Les gouvernements qui se sont succédé depuis n'ont pas mis fin à la misère qui règne, en premier lieu dans les régions déshéritées. Une misère qui pourrait bien engendrer une nouvelle révolution.